

### EDUCATION

**5 422 cantines  
pour de meilleurs  
résultats scolaires**

### EMPLOI JEUNE

**250 jeunes de  
Tengréla insérés**

### JEMS KOKO BI

**Dialogue intime  
avec le bois**

### SUR LE TERRAIN

**Centre de Valorisation  
et d'Enfouissement  
Technique de  
Kossihouen**

### PLUS LOIN AVEC...

**Moussa Sanogo**  
Sur l'amélioration des  
recettes fiscales

### INFRASTRUCTURES

**Ces routes et ponts  
qui mènent au  
développement**



## RÉSULTATS & IMPACTS 4

**Education** : 5 422 cantines pour de meilleurs résultats scolaires

**Institut pour les aveugles** : un instrument d'inclusion sociale pour malvoyants

**Panneaux directionnels** : on s'oriente plus facilement à Abidjan

**C2D** : des écoles, centres de santé et routes qui changent la vie des populations

**Filière thon** : 2<sup>ème</sup> exportateur mondial, 270 000 tonnes par an

**Dabakala** : 62 nouvelles localités électrifiées

**Emploi Jeune** : 250 bénéficiaires à Tengréla

## GROS PLAN 8

**Infrastructures** : ces routes et ponts qui mènent au développement



## EN ACTION 12

**Jems Koko Bi** : dialogue intime avec le bois

**Réinsertion de prisonniers** : « Ne fais pas comme moi ! »

## SUR LE TERRAIN 13

**Centre de Valorisation et d'Enfouissement Technique de Kossihouen** : 1 250 000 tonnes de déchets traitées par an



## PLUS LOIN AVEC ... 14

**Moussa Sanogo** sur l'amélioration des recettes fiscales

## ARRÊT SUR IMAGES 15

## 3 QUESTIONS À ... 16

Caroline Tioman



MAGAZINE D'INFORMATIONS  
DU CENTRE D'INFORMATION ET DE  
COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE

### DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

**Bakary SANOGO**  
Directeur du Centre d'Information  
et de Communication Gouvernementale  
(CICG)

### COMITÉ DE RÉDACTION

CICG

### CONCEPTION - ÉDITION

CICG

Reproduction interdite sans autorisation préalable.



République de Côte d'Ivoire  
Tél. : (225) 22 51 14 38 - Fax : (225) 22 41 11 16  
01 B.P. 12 243 Abidjan 01  
Deux-Plateaux Vallon, Cité « Résidence Colombe »  
Villa n° 27, îlot n°176  
Courriel : info@cicg.gouv.ci



www.gouv.ci



## Pistes rurales, routes et ponts en Côte d'Ivoire : la si longue attente... jusqu'à l'arrivée du Président Alassane Ouattara



Par **BAKARY SANOGO**

Directeur du Centre d'Information et de  
Communication Gouvernementale - CICG

**S**ans être de l'huile, du pain, du sucre ou de l'électricité, les routes sont capitales pour les populations et pour l'économie. La route, au sens large du terme, comprenant les pistes rurales, les routes en terre, les voies bitumées et les ponts.

Comment joindre des villages pour les électrifier ou y construire des points d'eau si les pistes rurales sont dans un mauvais état ? Comment approvisionner les villes en produits vivriers si les routes sont impraticables ?

En arrivant au pouvoir en 2011, le Président Alassane Ouattara n'a pas échappé à la question des routes. Les besoins s'étaient accumulés. La situation était alarmante et même cauchemardesque dans certaines régions. A Bettié, Jacqueville, Dioulatiédougou... on n'en dormait presque plus.

Les pistes rurales s'étaient dégradées, car aucune machine n'était passée sur certaines d'entre elles depuis 15, voire 20 ans. La situation des routes bitumées n'était pas meilleure, avec des tronçons à la triste réputation établie en termes d'accidents mortels. La voirie à Abidjan était en totale déconfiture. C'était une honte pour la capitale économique.

Certaines localités en étaient à se demander si une malédiction ne s'était pas abattue sur elles, car leur enclavement demeurait insoluble. En fait, l'horloge du développement du réseau routier s'était tout simplement arrêtée depuis des décennies.

Face à ce tableau sombre, le Président Ouattara décide d'en faire une priorité. Ainsi, l'ancien Directeur Général Adjoint du Fonds Monétaire International met en œuvre un vigoureux programme routier pour améliorer le quotidien des populations.

Au bilan, sept ans plus tard, les résultats sont là. Impressionnants. Les Autoroutes Abidjan-Bassam et Singrobo-Yamoussoukro, tout comme le 3<sup>ème</sup> Pont Henri Konan Bédié sont fonctionnels. Le désenclavement des villages de Bingerville, Songon et Anyama, d'une longueur de 110 km, est effectif.

Le bitumage de l'axe Divo-Guitry (76 km) et la réhabilitation du tronçon PK 109 de l'Autoroute du Nord-N'Douci-Divo-Gagnoa (170 km) sont en cours. Au total, ce sont 612 km de routes qui ont été bitumées. Et chaque année, 22 000 km de routes en terre sont reprofilées.

C'est dans la catégorie des ponts que Ouattara aura montré sa force de frappe, en en réalisant une bonne quinzaine. De grands ponts, mais aussi de "petits" ponts vitaux pour relier des populations et relancer des économies locales.

On pourrait citer le Pont de Noé, le Pont de Bouaflé, le Pont Henri Konan Bédié, le Pont de Jacqueville, le Pont de Béoumi, le Pont de Dioulatiédougou, le Pont de Bassawa-Sérébou, le Nouveau Pont d'Aboisso... Des ouvrages dont la réalisation est apparue aux Ivoiriens comme de la magie. On les avait tant attendus. Et on n'y croyait vraiment plus.

C'est que Ouattara était passé par là. L'économiste averti savait nécessaire de s'attaquer au problème,

car 90 % des échanges dans le domaine des transports se font par la route. Et les bénéficiaires des routes sont de l'ordre de 20 millions de personnes. En outre, le réseau routier contribue pour 5 % au Produit Intérieur Brut (PIB).

Depuis, des routes se construisent partout, afin d'améliorer les conditions de vie des populations et booster

la croissance économique. Il s'agit aussi de mettre en œuvre une politique de redistribution des fruits de la croissance. Ces efforts auront coûté 1 114 milliards de FCFA de 2011 à 2018. Or donc, cela était possible.

Cela dit, le gouvernement entend aller plus loin pour satisfaire les besoins encore nombreux. L'objectif étant de doter le pays de routes de qualité pour soutenir une économie qui ambitionne d'être plus robuste dans les années à venir. Ainsi, il est prévu la réalisation de l'Autoroute Abidjan-Dabou-San Pedro, la Voie de Contournement Y4 d'Abidjan, le 4<sup>ème</sup> Pont d'Abidjan, l'extension de l'Autoroute Yamoussoukro-Bouaké, l'Autoroute de l'Est Abidjan-Adzopé, etc.

L'attente aura été longue, mais la question a trouvé solution grâce à la vision du Président Alassane Ouattara qui ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

Education

## 5 422 cantines pour de meilleurs résultats scolaires

Selon le ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, l'existence de cantine scolaire contribue à l'augmentation des rendements scolaires dans les écoles pourvues. Les statistiques du ministère indiquent que le taux de rendement scolaire est passé de 62,6 % en 2012 à 74,61 % en 2015 dans les écoles primaires disposant d'une cantine.

**Le taux moyen de réussite au Certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE) est de 68 % dans ces écoles, contre 59 % dans les écoles sans cantine.**

Nadège Béda est commerçante à Miadzin, un village situé à 7 km d'Adzopé. Elle se réjouit de l'ouverture de la cantine de l'école du village. Grâce à cette cantine, elle est assurée que ses enfants mangent bien à midi. Elle n'est plus obligée d'abandonner ses marchandises au marché pour aller leur faire à manger. Comme à Miadzin, 5 422 cantines scolaires, sur tout le territoire national, servent chaque année des millions de repas. Et ce, dans le cadre d'un programme initié par l'État et ses partenaires pour lutter contre la faim en milieu scolaire, facteur d'abandon et d'échec. L'impact de ce programme sur l'amélioration

de la scolarisation et du taux de réussite est notable et apprécié à la fois des parents, des autorités et des partenaires au développement. Pour contribuer à la pérennisation du programme, le gouvernement invite à une plus grande implication des communautés locales. Celles-ci ont pris conscience de l'importance de la question, et participent à la construction des cantines, à leur approvisionnement en vivres et à leur gestion quotidienne. Ainsi, le groupement agricole de N'Zikro, dans le Sud-Comoé, cède gratuitement une partie de ses récoltes à la cantine du village. ■

### T é m o i g n a g e s

Walika Dosso, grand-mère de deux élèves à Diobala, département de Séguéla

#### La cantine m'est d'un soutien pour mes deux petits-enfants

« Avec mon âge, ne pouvant plus faire la cuisine comme avant, la cantine m'est d'un soutien pour mes deux petits-enfants qui sont avec moi, ici au village. Ils mangent bien à midi. Même quand il m'arrive d'aller au champ, je ne m'inquiète pas pour eux ».

Niagalo Ouattara, présidente du groupement Témitran, dans le département de Bondoukou

#### Cela crée les conditions pour de bonnes études

« Nous sommes un groupement de 135 femmes. Quand nous produisons du manioc, du maïs et de l'igname, nous en donnons à la cantine. Les enfants y mangent, quand nous partons au champ. Cela crée les conditions pour de bonnes études ».

Philomène Chia Yapo, ménagère à Miadzin, mère de trois élèves

#### La cantine nous est bénéfique, car elle achète aussi nos produits vivriers

« Mes enfants sont contents de manger à l'école, en compagnie de leurs amis. Et puis, l'existence de la cantine nous est bénéfique, car elle achète aussi nos produits vivriers ».

### Panneaux directionnels

#### On s'oriente plus facilement à Abidjan

De nouveaux panneaux directionnels font désormais partie du paysage du District d'Abidjan. De couleur grise ou verte, ils donnent aux usagers de la route des informations pour se rendre d'un point à un autre, pour se localiser et s'orienter.



L'objectif pour le gouvernement est de rendre la circulation plus fluide et plus sûre dans la capitale économique. En outre, les panneaux contribuent à améliorer la sécurité routière. Plus besoin de stationner pour demander son chemin. Selon Alain Essoh, commerçant, ces panneaux évitent aux conducteurs les hésitations et partant des accidents. Ils sont un facteur de gain de temps. « Dans une cité administrative comme le Plateau, les panneaux nous aident à retrouver les lieux que nous cherchons », renchérit Adolphe Niaba, clerc d'huissier. Réalisée par l'AGEROUTE, la réhabilitation des équipements de signalisation directionnelle a changé la physionomie des grandes artères et des axes structurants d'Abidjan et de sa banlieue. ■

### Institut pour les aveugles

#### Un instrument d'inclusion sociale pour malvoyants

L'Institut National pour la Promotion des Aveugles de Yopougon (INIPA) contribue à l'insertion socio-professionnelle des malvoyants. Ce sont 962 pensionnaires qui ont été formés de 2012 à 2018. 180 autres sont en formation pour l'année 2018-2019.

Inscrite en classe de 3<sup>ème</sup>, Leila Dacoury reçoit, depuis le cours primaire, une formation à l'Institut National pour la Promotion des Aveugles de Yopougon. Cette non-voyante est déterminée à réaliser son rêve : devenir médecin. Comme elle, les élèves de l'Institut y reçoivent un enseignement général, ainsi que des formations en vannerie, jardinage, élevage et tissage de pagnes. Ferdinand Kolia, ex-pensionnaire, témoigne : « A l'école des aveugles, j'ai reçu une formation de tisserand. Cela a changé ma vie. Maintenant, j'exerce une activité et mes clients sont satisfaits de mes produits ». Pour améliorer le cadre d'apprentissage, un centre de santé a été construit et des bâtiments réhabilités par l'État et ses partenaires. En outre, 30 non-voyants ont été intégrés, par mesure dérogatoire, à la Fonction Publique en 2015. ■

### Les Brèves du Développement

#### Infrastructures : le 4<sup>ème</sup> Pont d'Abidjan pour désengorger l'Autoroute du Nord

Les travaux de construction du 4<sup>ème</sup> Pont d'Abidjan, long de 7,2 km, ont été lancés, le 30 juillet 2018 à Abidjan, par le Premier Ministre, Amadou Gon Coulibaly. L'ouvrage va relier la commune de Yopougon à celles d'Adjamé et du Plateau. L'objectif est d'améliorer la mobilité urbaine en désengorgeant l'Autoroute du Nord.

#### Rapports "Doing Business" et "Mo Ibrahim" : la Côte d'Ivoire en nette progression

La Côte d'Ivoire, selon le dernier rapport du "Doing Business" 2019 de la Banque mondiale, est classée parmi les 10 pays les plus réformateurs au monde. Elle passe de la 139<sup>ème</sup> à la 122<sup>ème</sup> place du classement dudit rapport. Pour l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine, le pays enregistre la meilleure progression entre 2017 et 2018, passant de la 41<sup>ème</sup> à la 22<sup>ème</sup> place.

#### Eau potable : des branchements sociaux pour 10 000 ménages

Dix mille ménages vulnérables du District d'Abidjan seront bientôt connectés au réseau d'eau potable. Et ce, grâce à un appui de 5 milliards de FCFA de l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA) à la Côte d'Ivoire. Ces efforts viennent en soutien à la politique de branchements sociaux en eau potable du gouvernement. La signature du protocole d'accord a eu lieu le 29 octobre 2018 à Abidjan.

#### Electrification : 60 villages de la région de Man éclairés

Grâce au Programme national d'électrification rurale (PRONER), les conditions de vie de 45 000 habitants de 60 villages de la région de Man viennent de changer. Ces villages ont été mis officiellement sous tension en décembre 2018. D'un coût de 60 milliards de FCFA, ce projet d'électrification rurale dans le District des Montagnes fera passer le taux de couverture de 28 % en 2011, à 88 % en 2019.

## C2D

## Des écoles, centres de santé et routes qui changent la vie des populations

En cinq ans, le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) a vu la mise en œuvre de projets à fort impact, en termes de développement. Six secteurs clés sont concernés : l'éducation, la santé, l'agriculture, le développement urbain, les infrastructures de transport et la justice. De 2012 à 2017, ce sont 1 151 milliards de FCFA qui ont été investis à travers ce programme par l'Agence Française de Développement.

Des milliers de personnes, sur toute l'étendue du territoire national, ont vu leur quotidien s'améliorer grâce au C2D. A Béoumi, le député Adolphe Konan Saraka se réjouit de la reconstruction du pont sur le fleuve Bandama qui a « permis de rétablir le cordon ombilical rompu depuis 43 ans entre le Centre, l'Ouest et le Nord du pays ». A Koumbala (Ferké), l'élève Fatim Samassi et ses camarades sont heureux de pouvoir poursuivre leur scolarité au secondaire sans s'éloigner de leurs familles. Et ce, grâce au Collège de proximité de leur localité construit dans le cadre du C2D. En termes d'emploi, plus de 19 000 jeunes ont été accompagnés, à travers des stages et des formations à la création d'entreprises. Enfin, le C2D a permis le bitumage de plus de 600 km de routes et contribué à relever le niveau du plateau technique de dizaines d'établissements sanitaires. ■

## C2D : mode d'action

Le C2D est une initiative originale pour l'allègement de la dette contractée au titre de l'Aide Publique au Développement (APD). Elle est mise en œuvre à partir du point d'achèvement de l'initiative Pays Pauvre Très Endetté (PPTE). A travers le C2D, la France finance des programmes de lutte contre la pauvreté, sélectionnés d'un commun accord avec la Côte d'Ivoire. Le pays continue d'honorer le service de la dette qui lui est reversé sous forme de subvention. Le C2D constitue ainsi un financement innovant dont la mise en œuvre se fait avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD). D'un montant global de 1 151 milliards de FCFA, la première phase du Contrat a couvert la période 2012-2015, et la deuxième couvre la période 2016-2020. Pour garantir la transparence de la gestion des fonds, ainsi que de leur usage, le C2D associe la société civile et les parlementaires des deux pays.

## Dabakala

## 62 nouvelles localités électrifiées

Jusqu'en 2011, seuls 13 sur les 215 villages du département de Dabakala étaient électrifiés. A juillet 2018, les villages électrifiés étaient au nombre de 75, soit une progression de 29 %.

Déjà, dans les 62 nouvelles localités électrifiées, les habitudes ont changé. A N'Gorla, le chef du village, Dangui Coulibaly, se réjouit de l'avènement de l'électricité. L'impact sur la vie quotidienne des habitants est notable, surtout pour les femmes qui ont pu démarrer des activités génératrices de revenus. « Des moulins ont été installés. Cela a créé des emplois. Les femmes s'adonnent aujourd'hui à la transformation du manioc en attiéké ». Ailleurs, dans la sous-préfecture de Foubolo, grâce à l'électricité, le château d'eau est fonctionnel. Les femmes sont ainsi soulagées de la corvée d'approvisionnement en eau. « Maintenant, nous avons des compteurs d'eau chez nous. Nous n'avons plus besoin d'aller à la pompe », se réjouit Sita Coulibaly. Ces actions entrent dans le cadre du vaste programme du gouvernement d'électrifier toutes les localités de plus de 500 habitants à fin 2019. ■



## Filière thon

2<sup>ème</sup> exportateur mondial, 270 000 tonnes par an

Le thon est le premier produit halieutique d'exportation de la Côte d'Ivoire. Et le pays en est le deuxième exportateur mondial après le Japon, avec un trafic annuel à l'export de plus de 270 000 tonnes.

Pour maintenir son statut de leader africain, la Côte d'Ivoire a investi dans la modernisation du port de pêche d'Abidjan. Les investissements ont visé notamment l'augmentation de la capacité d'accueil du trafic de pêche, l'amélioration des conditions de travail des opérateurs du secteur et la disposition d'espaces industriels supplémentaires. Plus de 60 % des prises réalisées dans les eaux ivoiriennes sont transformées localement par trois unités industrielles. La quasi-totalité de la production industrielle est exportée vers l'Union Européenne. Les trois unités industrielles emploient plus de 3 000 personnes, dont 80 % de femmes. ■



## Emploi Jeune

## 250 bénéficiaires à Tengréla

Deux cent cinquante jeunes de Tengréla ont bénéficié du Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences (PEJEDEC) du gouvernement, d'avril à octobre 2018. Grâce au projet, ils ont pu démarrer des Activités Génératrices de Revenus (AGR) dans les domaines de l'élevage, de l'agriculture et du commerce.

Djaratou Kouma est commerçante de friperie au marché de Tengréla. Pendant six mois, elle a travaillé comme agent de salubrité dans le cadre du PEJEDEC. Durant cette période, elle a aussi été formée en AGR ; et le projet lui a prélevé environ 40 % de sa paie, afin de lui constituer une épargne. Cette épargne reversée à la fin de son contrat, lui a permis de démarrer son commerce. « Avant, je ne faisais rien. Grâce au PEJEDEC, je me suis lancée dans la vente de friperie. Maintenant, j'ai de quoi nourrir mon enfant et payer ma maison », témoigne-t-elle. Lancé en septembre 2011, le PEJEDEC est une initiative du gouvernement ivoirien et de la Banque mondiale. Il vise à améliorer l'accès à l'emploi et le développement des compétences des jeunes de 18 à 30 ans, qu'ils aient une qualification ou non. ■





## Infrastructures

# Ces routes et ponts qui mènent au développement

Il y a moins d'une décennie, le mauvais état des routes faisait perdre près de 1 000 milliards de FCFA par an à l'économie nationale, selon une étude du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Depuis 2011, l'état du réseau routier ivoirien connaît une grande amélioration, grâce aux investissements continus du gouvernement dans le secteur. En sept ans, 612 km de routes ont été bitumées et, chaque année, 22 000 km de routes en terre sont traitées.

Manches et pantalons retroussés, des hommes déchaussés pataugent dans la boue pour tenter de dégager un vieux véhicule de transport en commun. La scène remonte dans le temps, en novembre 2014, sur l'axe Bloléquin-Toulepleu, dans l'Ouest du pays. Parmi ces hommes, Nonhoua Coulibaly, instituteur à Bloléquin, en partance pour Toulepleu. Tous les occupants du véhicule sont descendus. On a également descendu les bagages. Dans le déchargement, le sac de Nonhoua tombe dans la boue. L'instituteur récupère son bagage et dit, tout découragé : « Cette route est difficile. En saison sèche, on voyage dans la poussière. Et quand il pleut, la voie est coupée ». Le véhicule enfin désembourbé redémarre,

mais le calvaire n'est pas terminé. A proximité du village de Kaadé, la rivière a débordé. Le pont de fortune qui l'enjambe a pratiquement cédé. Là encore, les passagers descendent des cars. La traversée est assurée par des motos-taxis, puis le voyage continue avec des minicars "Massa" garés sur l'autre rive. Depuis 2016, ce calvaire est devenu un lointain souvenir. Les travaux de bitumage du tronçon Bloléquin-Toulepleu, engagés par l'Etat, offrent de meilleures perspectives à la région, en termes de mobilité et de développement socio-économique. « Avec le bitumage, de nouvelles gares se créent. Cela va faciliter les déplacements dans la zone,

Plus de 1 114 milliards de FCFA d'investissements routiers de 2011 à 2018.

redynamiser le commerce et même créer des emplois pour les jeunes », témoigne Amos Gnatin, cadre de la région. Comme l'indiquait en 2016, l'ex-directeur général de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), Bouaké Fofana, citant une étude du ministère en charge de l'agriculture, le mauvais état des routes coûte à l'économie nationale près de 1 000 milliards de FCFA par an. Aussi, pour soutenir la croissance et améliorer le bien-être des populations, le gouvernement a-t-il initié un dynamique programme de développement routier, tant en ville qu'en campagne. Outre les grands ouvrages déjà

## Défis : Le contrôle qualité, gage d'un réseau routier performant

Un réseau routier performant, tant en zone urbaine que rurale, est essentiel pour faciliter la circulation des biens et des personnes et soutenir le développement agricole, industriel et touristique. La réussite de ce pari requiert un contrôle rigoureux de la qualité des ouvrages et leur entretien régulier, afin d'en garantir la durabilité et minimiser les charges récurrentes.

livrés et fonctionnels, notamment l'autoroute Abidjan-Bassam et le revêtement des chaussées dans le District d'Abidjan, plusieurs chantiers de réhabilitation et de construction d'axes routiers sont en cours sur l'ensemble du territoire national. Plus de 1 114 milliards FCFA ont été investis depuis 2011. On peut citer, entre autres, le bitumage en cours de l'axe Divo-Guitry (76 km) et la réhabilitation du tronçon PK 109 de l'Autoroute du Nord-N'Douci-Divo-Gagnoa (170 km). Les travaux de l'axe Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa (135 km), ainsi que ceux de la route Tiébissou-Didiévi (42 km) avancent bien. Il en est de même pour la réhabilitation en cours de la voie Bouaké-Ferkessedougou. Les travaux des voies de désenclavement des villages de Bingerville, Songon

et Anyama, d'une longueur de 110 km sont achevés. Ceux de la route Ferké-Ouangolo, longue de 46 km, aussi. « Cette voie ressemblait à un plateau d'awalé\* et occasionnait de nombreux accidents. En plus, la présence de bandits appelés, "coupeurs de routes", rendait le trajet peu sécurisé », se souvient Aboubacar Dosso, fonctionnaire à Korhogo. « Désormais, Ferké-Ouangolo se fait en 30 minutes, contre 1 heure 30 minutes auparavant », témoigne, Awa Coulibaly, commerçante de beurre de karité. En plus de ce qui a été déjà réalisé, le gouvernement prévoit investir 3 760 milliards de FCFA, d'ici à 2020, dans le cadre du Programme National de Développement Routier 2016-2025 (PNDR). ■

\*Awalé : jeu de société combinatoire africain composé d'un plateau à alvéoles



**Thomas Camara**  
Maire de Katiola

« La réhabilitation de la route internationale Bouaké-Ferkessedougou va relancer l'économie, parce que son mauvais état poussait certains opérateurs économiques venant de l'hinterland à préférer le port d'Accra à celui d'Abidjan ».



**Ahounda N'Kouassé**  
Commerçante

« Auparavant, la voie de Songon était un calvaire. Sa réhabilitation est un véritable soulagement pour moi. Je l'emprunte pratiquement tous les week-ends pour aller au village. Désormais, j'aurai moins de frais d'entretien pour ma voiture ! ».



**Manassé Adia**  
Conseiller d'orientation

« La nouvelle autoroute et la réhabilitation de l'ancienne route Abidjan-Bassam ont influencé ma décision de résider à Bassam. Je n'ai pas de souci pour me rendre au travail ou faire mes courses à Abidjan ! ».

**Gninakan Touré**  
Chef du village de Nambanakaha, département de Niakaramandougou

« La réhabilitation de la route Katiola-Ferkessedougou, grâce au Président de la République, va désormais faciliter l'écoulement de nos produits agricoles ».

Infrastructures

# Les pistes rurales, facteur de développement local

Quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du réseau routier ivoirien sont en terre et traversent des zones agricoles. Pour faciliter l'évacuation des produits agricoles et les déplacements des populations, le gouvernement a lancé en 2016, la Stratégie Nationale d'Entretien et de Développement de Routes Rurales (SNEDRR) dotée de 100 milliards de FCFA par an. Au titre du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PSAC), 6 500 km de routes rurales ont été réhabilitées de 2014 à 2018. « Grâce au reprofilage des routes, nous arrivons à sillonner les villages avec nos remorques pour acheter les noix de cajou », témoigne Zoumana Traoré, opérateur économique à Massala (Région du Worodougou). Les évacuations des cas d'urgence sanitaire sont facilitées. « En 2015, n'eût été le bon état de la route N'dénoukro-Bouaflé, j'aurais perdu mon fils. Un ami de mon époux, propriétaire d'un véhicule, m'a conduit autour de 23 h au Centre hospitalier régional de Bouaflé, juste à temps pour qu'il reçoive des soins », explique Delphine N'Guessan.

## Acquis majeurs en infrastructures routières


**82 612 km**

de routes sur l'ensemble du territoire ivoirien (bitumées et en terre)


**7 112 km**

de routes bitumées sur le territoire national, dont 612 km bitumées de 2011 à ce jour


**15** ponts construits depuis 2011 pour un coût total de 219 milliards de FCFA

 Plus de **20 millions** de bénéficiaires directs

**90%** des échanges dans le domaine des transports se font par le réseau routier

 Le réseau routier contribue à hauteur de **5% au Produit intérieur brut (PIB)**


Le ratio routier national

**25 km de routes sur une surface de 100 km²** (l'un des ratios les plus importants en Afrique Subsaharienne)

## Des ponts qu'on a tant attendus

De nombreuses régions de la Côte d'Ivoire sont restées, des années durant, enclavées faute d'infrastructures routières de qualité nécessaires à leur essor économique. A titre d'exemple, Béoumi aura attendu quarante-trois ans pour avoir un pont de 243 m, inauguré le 2 octobre 2015 par le Président Alassane Ouattara. Comme Béoumi, d'autres régions à fort potentiel économique, sont sorties du sous-développement depuis 2011, grâce à la volonté politique du gouvernement. Avec la réalisation de plusieurs ponts dans différentes régions, les populations ont amorcé une nouvelle vie pleine de promesses et d'espoir.

### Les ponts construits ou mis en service depuis 2011

| Ponts                                                             | Longueur | Inauguration                  |
|-------------------------------------------------------------------|----------|-------------------------------|
| Pont 7 <sup>ème</sup> - 8 <sup>ème</sup> tranche (Cocody Angré)   | 131 m    | 17 octobre 2011               |
| Henri Konan Bédié ou 3 <sup>ème</sup> Pont                        | 1 500 m  | 16 décembre 2014              |
| Bouaflé ou Alassane Ouattara                                      | 120 m    | 13 janvier 2015               |
| Philippe Grégoire Vacé de Jacquerville                            | 608 m    | 21 mars 2015                  |
| Gbéléban                                                          | 136,8 m  | 22 Mai 2015                   |
| Béoumi                                                            | 243 m    | 02 octobre 2015               |
| Bassawa                                                           | 152 m    | 02 octobre 2015               |
| Pont 8 <sup>ème</sup> et 9 <sup>ème</sup> tranche (Cocody -Angré) | 110 m    | 26 février 2016               |
| Dioulatiédougou                                                   | 60 m     | 14 septembre 2017             |
| Bettie                                                            | 189 m    | 22 décembre 2017              |
| Aboisso                                                           | 62 m     | 25 novembre 2018              |
| Noé                                                               | 134 m    | 18 décembre 2018              |
| Tiébissou-Didiévi                                                 | 75 m     | fin février 2019              |
| Pont sur la Rivière Bagoué (Boundiali-Madinani-Odienné)           | 95 m     | 1 <sup>er</sup> semestre 2019 |
| Tabou-Prollo                                                      | 62 m     | Date à déterminer             |

## Perspectives

- Accroître le ratio actuel des routes bitumées du réseau interurbain de 8 % à 20 %, d'ici à 2020
- Maintenir le taux d'entretien courant et périodique à hauteur de 60 %
- Atteindre 13 000 km de voies bitumées à l'horizon 2020, contre 7 112 km à fin 2018
- Prolonger l'Autoroute du Nord jusqu'à Bouaké à l'horizon 2020
- Lancer un vaste programme d'études portant sur le bitumage de 2 200 km de routes interurbaines.
- Réaliser la Voie de Contournement d'Abidjan, dénommée Y4
- Construire le Corridor Abidjan-Ouagadougou, l'Autoroute de la Côte Abidjan-Dabou-San Pedro et l'Autoroute de l'Est (Abidjan-Adzopé)



« L'un des axes majeurs de la politique de développement économique et social du gouvernement est l'intensification du programme de réhabilitation, de construction et d'équipements dans le secteur des routes. Aussi, le vaste programme de réhabilitation et de

construction de nos routes et ouvrages devra-t-il se poursuivre afin de rapprocher nos populations, de faciliter les échanges et d'accroître la compétitivité de notre économie. »

Extrait du message du Nouvel An 2018 du Président de la République Alassane Ouattara - Abidjan, le 31 décembre 2017



JEMS KOKO BI

## Dialogue intime avec le bois

Jems Koko Bi est un passionné. Il entretient un rapport fusionnel avec le bois qui lui offre « sa chair » pour...raconter l'histoire de l'arbre qui meurt. Des maux et des joies, dans le murmure des confidences s'écrivent sous ses mains expertes. Le bois est transfiguré et se réincarne en figures saisissantes qui parcourent le monde. Cet ancien élève de l'Institut National des Arts d'Abidjan obtient en 1997, une bourse pour l'Allemagne. Il y résidera jusqu'en 2013.



Loin de sa "Terre d'Origine", titre d'une de ses nombreuses expositions, les rencontres l'ouvrent à d'autres influences. A 52 ans, Jems Koko Bi est aujourd'hui un artiste aux identités plurielles. Mais, ses empreintes émotionnelles dans le bois témoigneront toujours de la fidélité qu'il a jurée à cette matière. Depuis, le sculpteur ivoirien promène sur la scène internationale, sa longue barbichette, symbole d'un cordon ombilical trop tôt coupé, mais qui le relie toujours au pays gouro, sa terre natale où les masques rythment les grands moments de vie. Ici, comme ailleurs, il enchaîne les expositions. Ses œuvres côtoient celles de grands maîtres dans les lieux prestigieux. C'est un Jems Koko Bi au sommet de son art qui a reçu le 6 août 2018 des mains du Président de la République, Alassane Ouattara, le Prix d'Excellence pour le Cinéma et les Arts Visuels, pour l'ensemble de son œuvre. ■



## RÉINSERTION DE PRISONNIERS

### « Ne fais pas comme moi ! »

Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA), Bâtiment C. C'est dans ce lieu de détention de grands criminels que Félix Agoua a passé quatre années de sa vie. Une vie de condamné, pour vol à main armée. De ce passé peu glorieux, il se repent. Au cours de sa détention, il bénéficie d'un encadrement psychologique et d'une formation professionnelle qui lui ont permis de s'installer à son propre compte à sa sortie de prison. « J'ai suivi des formations sur la réinsertion post-carcérale qui m'ont permis de devenir technicien agronome », raconte-t-il. Une expérience et une chance de reconstruction qu'il veut apporter à d'autres prisonniers. C'est pourquoi, avec son ex-encadreur, Lanciné Traoré, et d'autres partenaires, il participe à la création de l'ONG Appui à la Réinsertion des Prisonniers (AREP) en 2015. L'AREP intervient dans la prévention de la délinquance, la prise en charge péri-carcérale et l'accompagnement des ex-détenus. Grâce à cette ONG, environ 40 ex-détenus ont retrouvé une vie normale. Parmi eux, Arthur qui, après huit mois de prison en 2016, est aujourd'hui propriétaire d'une ferme avicole dans la banlieue d'Abidjan. Sur le terrain, l'organisation mène de nombreuses actions de sensibilisation. Notamment à l'endroit de la jeunesse, à travers l'initiative "Mon exemple, pour que tu ne fasses pas comme moi". Elle sensibilise également les familles pour les amener à créer un environnement propice à la réintégration des ex-détenus. L'AREP vient en appui aux activités de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP) qui relève du ministère en charge de la Justice. ■



## Centre de Valorisation et d'Enfouissement Technique de Kossihouen

1 250 000 tonnes de déchets traitées par an

**Le Centre de Valorisation et d'Enfouissement Technique (CVET) de Kossihouen, dans la sous-préfecture de Songon, dans la banlieue d'Abidjan, est désormais opérationnel. La réalisation de cette infrastructure traduit la volonté des autorités ivoiriennes de structurer et moderniser la chaîne de collecte et de transport des déchets solides ménagers du District d'Abidjan. L'objectif étant de traiter par an au moins 1 250 000 tonnes, soit 90 % des déchets produits.**

Vendredi 02 novembre 2018. De 22h à 01h, le Centre de Valorisation et d'Enfouissement Technique de Kossihouen (CVET) reçoit ses premiers déchets ménagers. Des camions chargés d'ordures collectées dans le District d'Abidjan y déversent leurs premières cargaisons. Cette infrastructure, dont les travaux ont été lancés le 19 mars 2018, s'inscrit dans la nouvelle politique de gestion des déchets ménagers. Une politique qui vise à résoudre l'épineuse question de la décharge d'Akouédo (Abidjan). Une décharge ouverte en 1965, et qui a depuis atteint ses limites. Bâti sur une superficie de 100 hectares, le CVET de Kossihouen a une capacité de 4 millions de tonnes de déchets ménagers et de stockage de sept ans. Pour Alice Tapé, médecin, l'opérationnalisation de ce centre est, en tout point, bénéfique : « La construction de cette infrastructure est d'autant plus salubre qu'elle contribuera à réduire les risques environnementaux et sanitaires liés à l'amoncellement des ordures, suite aux récurrentes fermetures de la décharge d'Akouédo ». De façon pratique, dès leur arrivée, les camions tasseurs chargés de déchets passent par les ponts bascules pour le pesage. Un système informatique de pointe permet un traitement rapide des données. Après la pesée, les camions se dirigent vers le casier destiné au déversement de déchets, selon

un protocole rigoureux. Ils sont à nouveau pesés à vide, avant de sortir du centre. Ces déchets sont enfouis dans des casiers imperméabilisés, par couches successives de 1,5 m alternées de couverture avec du matériau inerte de 20 centimètres d'épaisseur. Ceci, pour réduire les odeurs et les envois de déchets. Un système permet de récupérer les eaux usées provenant desdits déchets, de les traiter et les réutiliser pour l'arrosage des mêmes déchets, afin d'accélérer la décomposition. Un autre système permet de récupérer et de traiter le biogaz provenant de ces déchets en décomposition. D'un coût de 40,73 milliards FCFA, le centre va générer 6 000 emplois directs et indirects. ■



# Moussa Sanogo

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre  
Chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat

## Sur l'amélioration des recettes fiscales

De 2012 à 2017, les recettes fiscales ont enregistré une croissance de 65 %. Le Secrétaire d'Etat Chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo, explique ce développement positif. Il évoque également la lutte contre la fraude fiscale.



**Monsieur le Secrétaire d'Etat, les Douanes et les Impôts enregistrent d'excellentes performances ces dernières années. Qu'est ce qui favorise cela ?**

Les résultats enregistrés ces dernières années sont en progrès. Les recettes fiscales sont passées de 2 213,03 milliards de FCFA en 2012 à 3 629,7 milliards de FCFA en 2017, soit une progression de près de 65 %. Ces résultats s'expliquent par la forte croissance économique que le pays enregistre depuis l'accession au pouvoir du Président Alassane Ouattara. Cette expansion économique contribue à améliorer le niveau des impôts et taxes prélevés sur des activités au dynamisme de plus en plus affirmé. L'évolution positive des recettes est également la résultante de la mise en œuvre de réformes visant à accélérer la dématérialisation des processus de production. Je citerai, entre autres, l'introduction des télé-procédures et du téléphone mobile pour le paiement

des impôts, le recours à l'analyse risque pour renforcer le contrôle fiscal, l'interconnexion des systèmes d'information de la Douane et des Impôts pour un meilleur suivi des opérations et les actions vigoureuses de lutte contre la fraude et la corruption.

**Quels sont les axes d'orientation pour lutter contre la fraude, notamment la fraude douanière ?**

La lutte contre la fraude est une action continue que nous renforçons tous les jours. Dans le cas particulier de la Douane, elle s'articule autour de deux axes. D'un côté les opérations de transit routier inter-Etats et, de l'autre, le dédouanement aux frontières. Pour le transit routier, nous comptons remplacer les opérations d'escorte des marchandises par des technologies de géolocalisation. Quant au contrôle aux frontières, qui se modernise avec les scanners, nous l'améliorerons

avec la vidéo surveillance. Dans l'intervalle, nous avons accru la vigilance de nos services, notamment au niveau des unités de surveillance, des enquêtes relatives aux fraudes documentaires et du suivi des chèques impayés.

**Que se passe-t-il après que des opérateurs sont pris dans des cas de fraude massive ?**

La fraude, qu'elle soit massive ou non, est sanctionnée par des dispositions légales et réglementaires pouvant exposer leurs auteurs à des peines d'emprisonnement et d'expulsion du territoire pour les non-Ivoiriens. En matière de délit douanier et singulièrement de contrebande, par exemple, les auteurs sont passibles de la confiscation de l'objet de fraude, des moyens de transport, des objets servant à masquer la fraude et d'une amende

“  
**Les recettes fiscales sont passées de 2 213,03 milliards de FCFA en 2012 à 3 629,7 milliards de FCFA en 2017, soit une progression de près de 65 %.**”

égale au quadruple de la valeur de l'objet de fraude. Et ce, sans préjudice du paiement des droits et taxes exigibles. Les auteurs sont également passibles d'un emprisonnement de six mois à trois ans. Les biens saisis sont, soit vendus aux enchères, soit détruits ou cédés gracieusement à des musées nationaux, à des hôpitaux ou autres établissements de bienfaisance.

**Quels sont les défis en matière de paiement de l'impôt foncier ?**

Le principal défi en matière d'impôt foncier est de disposer d'une base exhaustive de données, avec des informations complètes sur les biens immobiliers concernés (localisation, caractéristiques, identité du propriétaire). Le défi consiste également à mettre en place un système informatique permettant d'assurer une actualisation automatique des informations sur le foncier auprès de l'ensemble des acteurs de la chaîne foncière. Au nombre de ceux-ci, il y a le ministère en charge de la Construction, la Direction Générale des Impôts, le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), le Laboratoire des Bâtiments et Travaux Publics (LBTP), les grands facturiers tels que la CIE et la SODECI. En termes de perspectives, il importera de renforcer significativement le mécanisme de collecte de l'impôt foncier, afin de contribuer à un accroissement substantiel de la part des recettes fiscales au Produit Intérieur Brut (PIB). ■

## Planting d'arbres à l'occasion de la 22<sup>ème</sup> Journée Nationale de la Paix, le 15 novembre 2018



1. Le Président de la République Alassane Ouattara a encouragé les populations à contribuer à la restauration du couvert forestier.
2. Le Président de la République Alassane Ouattara plante un arbre dans la commune de Port-Bouët à Abidjan.
3. La ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté Mariatou Koné a présidé la cérémonie officielle à Dabou.

## Conférence du Global Financing Facility, du 5 au 6 novembre 2018, à Oslo (Norvège)



1. Le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a représenté, du 5 au 6 novembre 2018 à Oslo (Norvège), le Président de la République Alassane Ouattara au Global Financing Facility.
2. En marge de la rencontre, le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly a eu une séance de travail avec la Directrice Générale de la Banque mondiale, Kristalina Gueorgieva.

## Caroline Tioman

Directrice de l'Agence de Promotion de l'Inclusion Financière

### Au sujet de la promotion de l'inclusion financière

Le gouvernement fait de l'accès des populations à faible revenu aux services financiers une préoccupation majeure. Dans cet entretien, la Directrice de l'Agence de Promotion de l'Inclusion Financière (APIF), Caroline Tioman, parle de ses enjeux et présente les progrès réalisés par le gouvernement dans le secteur.

#### ■ Quels sont les véritables enjeux de l'inclusion financière ?

L'inclusion financière est la possibilité offerte à un individu d'accéder et d'utiliser des services financiers formels de base. Elle est un facteur essentiel de réduction de la pauvreté et de croissance économique, d'où son importance pour les gouvernements à travers le monde. Elle permet aussi un meilleur suivi et une réglementation des activités économiques. L'économie informelle étant très développée dans nos pays, une bonne partie des échanges financiers qui y sont réalisés échappe au contrôle de l'Etat. Pour corriger cela, la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a adopté en 2016, la stratégie régionale d'inclusion financière au profit des pays de l'UEMOA. En Côte d'Ivoire, c'est l'Agence de Promotion de l'Inclusion Financière (APIF) qui est chargée de la mettre en œuvre.

#### ■ Quels sont les résultats obtenus par la Côte d'Ivoire ?

Selon les statistiques de la BCEAO, en 2016, le taux de bancarisation en Côte d'Ivoire était de 19,7 %, tandis que celui de la pénétration de la microfinance était de 10 %. En considérant tous les types de comptes, dans les banques et les microfinances, l'inclusion financière a progressé, passant de 34 % en 2014 à 41 % en 2017. Et ce, grâce à la pénétration des services financiers mobiles, qui a connu un bond significatif, passant de 24 % en 2014 à 34 % en 2017. Par ailleurs, l'APIF va conduire la Stratégie Nationale de l'Inclusion Financière 2019-2024.

#### ■ Pourquoi les femmes sont-elles ciblées par la question ?

En Côte d'Ivoire, les écarts selon le genre sont significatifs. La pauvreté touche 47,4 % des femmes, contre 45,5 % des hommes. En milieu rural, le taux de pauvreté chez les femmes s'élève à 56,8 %, contre 39 % en milieu urbain. Les femmes adultes ont des taux d'accès et d'utilisation des services financiers inférieurs de 11 points par rapport aux hommes. C'est pourquoi l'inclusion financière se penche sur le genre, en vue de développer des mécanismes d'autonomisation adaptés aux femmes. ■

# 10 CHIFFRES SUR LE DÉVELOPPEMENT

#### Santé

**45,26%**

de taux d'utilisation des services de santé en 2016, contre 43,33% en 2015

#### Economie

**6,8%**

de taux d'investissement public en 2017, contre 2,6 % en 2011

#### Secteur hôtelier

**2 531 hôtels**

en 2017, contre 2041 en 2016

#### Agriculture

**17,5 millions**

de tonnes de productions vivrières en 2017, contre 12 millions de tonnes en 2012, soit une hausse de 46 %

#### Insécurité alimentaire

**10,8%**

le taux de l'insécurité alimentaire en 2018 est de 10,8 %, contre 12,6 % en 2009, soit une baisse de 1,8 point

#### Lutte contre la pauvreté

**56,8%**

de taux de pauvreté en milieu rural en 2015, contre 62,5 % en 2008, soit une baisse de 5,7 points

#### Commerce extérieur

**7 302 milliards de FCFA**

de recettes d'exportation de marchandises en 2017, contre 6 404 milliards de FCFA en 2016, soit une hausse 14,02 %

#### Banque

**6 180 milliards de F CFA**

de crédit bancaire accordés aux entreprises en 2017, contre 4 599 milliards en 2015, soit une hausse de 34 %

#### Doing Business 2019

**122<sup>e</sup>**

en 2019, contre 139<sup>ème</sup> en 2018

#### Fiscalité

**15,6%**

de pression fiscale en 2017 : la norme fixée par l'UEMOA est de 20 %